

L'an deux mil dix, le quinze mars, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Étaient présents :

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Joël ANTIER, Michelle GRATADE, M. Pascal BEAUSSIER, Michèle VILLATTE, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Monique GUÉRY, Jérôme TARNIER.

Absents excusés :

Mme et MM Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE) Frédéric DUPUIS (pouvoir à Michelle COURNARIE), Olivier PIQUEUX (pouvoir à Fabrice DAVOIGNEAU).

Absentes :

Mmes Dominique MACÉ, Estelle PATOZ

M. Pascal Beaussier est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

Mme le Maire remercie toutes les personnes ayant participé aux élections.

Mme Le Maire accueille Mme Josette CHEVREL et la remercie de sa présence pour commenter le compte administratif 2009 et le budget 2010.

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2009

M. Yves Bandeville, doyen de la séance, préside le conseil municipal. Mme Josette CHEVREL présente au Conseil Municipal le compte administratif 2009 s'élevant à :

- Section de fonctionnement
 - 1 057 627,46 € en dépenses
 - 1 228 203,38 € en recettes

Ce qui représente un excédent de 170 575,92 €.

- Section d'investissement.
 - 939 838,94 € en recettes
 - 542 930,30 € en dépenses

Mme Chevrel commente les principaux chiffres et indicateurs du compte administratif 2009.

Mme le Maire quitte la séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents accepte le compte administratif 2009.

VOTE DU COMPTE DE GESTION 2009

Mme le Maire présente au Conseil Municipal le compte de gestion de Madame le Percepteur pour l'année 2009 qui est le reflet exact du compte administratif.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité accepte le compte de gestion 2009.

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2009

Après avoir examiné le compte administratif 2009, il est constaté que celui-ci fait apparaître un excédent de fonctionnement de 170 575.92 €. Madame le Maire propose au Conseil Municipal l'affectation du résultat de la façon suivante :

37020 Code INSEE	Cne de BEAULIEU LES LOCHES Commune de BEAULIEU-LES-LOCHES
---------------------	--

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2009

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Sophie METADIER, Maire.

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice,

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de : 170 575,92
- un déficit de fonctionnement de : 0,00 E

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement	
A. Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	+ 170 575,92
B. Résultats antérieurs reportés ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	
C. Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	+ 170 575,92
D. Solde d'exécution d'investissement D 001 (besoin de financement) R 001 (excédent de financement)	+ 261 223,38
E. Solde des restes à réaliser d'investissement (4) Besoin de financement Excédent de financement (1)	286 587,00
Besoin de financement F	=D+E 25 363,62
AFFECTATION = C	=G+H
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)	145 212,30
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	

(1) Indiquer l'origine : emprunt : _____, subvention : _____ ou autofinancement : _____

(2) Eventuellement, pour la part excédant la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

(3) Joindre les documents prévus par l'instruction M14 (Vol. I, Tome II, Titre 3, Chapitre 5, § 4).

(4) Le solde des restes à réaliser de la section de fonctionnement n'est pas pris en compte pour l'affectation des résultats de fonctionnement. Les restes à réaliser de la section de fonctionnement sont reportés au budget de reprise en compte après le vote du compte administratif.

(5) En ce cas, il n'y a pas d'affectation.

Certifié exécutoire par Sophie METADIER, Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le _____ et de la publication le _____

A Beaulieu-les-Loches, le _____

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Accepte l'affectation des résultats 2009 soit les sommes de 25 363,62 € au compte 1068 de la section d'investissement et 145 212,30 € au compte R002 de la section de fonctionnement du budget primitif 2010.

VOTE DES BUDGETS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT 2010

Mme le Maire précise que les projets de budgets ont été examinés lors de plusieurs réunions de la commission des finances, après avis des commissions communales.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le Budget 2010 de la commune, ce document s'équilibrant en dépenses et en recettes de la manière suivante :

- Section de fonctionnement : 1 199 559.30 €
- Section d'investissement : 1 120 717.00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de voter le budget 2010 tel que proposé.

VOTE DES SUBVENTIONS 2010

Mme le Maire précise que la répartition des subventions a été examinée par la commission des associations.

Mme Cournarie, adjointe, donne des explications sur l'évolution des subventions prévues et propose la répartition suivante des subventions communales pour l'année 2010.

Subventions aux associations	Pour mémoire, 2009	Subventions 2010	Vote
Amicale du personnel	1 300,00 €	1 700,00 €	1 700,00 €
Amis de Saint-Laurent (Solstice et autres manifestations)	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
Amis de Saint-Laurent (Solstice - Festival Jeune Public)	3 000,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
Anciens combattants	50,00 €	50,00 €	50,00 €
Association des Beaulieu de France	500,00 €		
Association environnementale en Sud Touraine	40,00 €	40,00 €	40,00 €
Coopérative Scolaire Maternelle	1 229,00 €	1 286,00 €	1 286,00 €
Coopérative Scolaire Primaire	1 892,00 €	1 380,00 €	1 380,00 €
Familles Rurales (cantine)	1 650,00 €	1 960,00 €	1 960,00 €
Familles Rurales (fonctionnement)	1 500,00 €	1 500,00 €	1 500,00 €
Familles Rurales (garderie)	3 300,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
Familles Rurales (manifestation)	1 000,00 €	500,00 €	500,00 €
Familles Rurales La Ribambelle : centre de loisirs	7 000,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €
Jeunes agriculteurs	250,00 €	250,00 €	250,00 €
SAD (animaux en détresse)	150,00 €	150,00 €	150,00 €
Sonates d'Automne	5 500,00 €	5 500,00 €	5 500,00 €
Sonates d'Automne - 20 ^{ème} anniversaire		500,00 €	500,00 €
Souvenir Français	40,00 €	50,00 €	50,00 €
Banque alimentaire	200,00 €	200,00 €	200,00 €
Resto du cœur	200,00 €	200,00 €	200,00 €
UNRPA – Personnes âgées	320,00 €	320,00 €	320,00 €
Page à Page (bibliothèque)	2 000,00 €	2 750,00 €	2 750,00 €
Maladie Alzheimer – CLIC Sud Touraine	100,00 €	100,00 €	100,00 €
Football club de Ferrière	500,00 €	250,00 €	250,00 €
Fondation du Patrimoine	3 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
Prévention routière		50,00 €	50,00 €
La Saharienne (Antenne Beaulieu)		150,00 €	150,00 €
Service jeunesse		4 000,00 €	4 000,00 €
Petits Jardins de Beaulieu		150,00 €	150,00 €
Association Nationale des villes d'Art et d'Histoire et des villes à secteurs protégés		200,00 €	200,00 €
Photo en Touraine		35,00 €	35,00 €
Imprévus	2 579,00 €	1 729,00 €	1 729,00 €
TOTAL	47 300,00 €	48 000,00 €	48 000,00 €

Mme Gratade et M. Méreau, présidents d'associations, concernés par la délibération, ne prennent pas part au vote, donc 15 votants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à 2 voix d'abstention et 13 voix pour

- Décide de voter les subventions 2010, telles que définies ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

VOTES DES TAXES

Mme Le Maire explique au Conseil Municipal que celui-ci doit voter annuellement les taux des trois taxes communales : taxe d'habitation, taxe foncière bâtie et taxe foncière non bâtie.

La commission des finances propose d'augmenter de 2 % les taux, ce qui donnera les évolutions suivantes :

• Taxe d'habitation :	12,33%	=>	12.58 %
• Taxe foncière bâtie :	13,35%	=>	13.62 %
• Taxe foncière non bâtie :	43,18%	=>	44.04 %

Ce qui apportera un produit estimé à 448 637 €, la base d'imposition augmentant chaque année.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'augmenter de 2 % les taux qui seront les suivants :
 - Taxe d'habitation : 12,58%
 - Taxe foncière bâtie : 13,62%
 - Taxe foncière non bâtie : 44.04%
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

AVENANT AU CONTRAT DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Vu l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales

Mme le Maire explique au Conseil Municipal qu'un avenant au contrat de concession pour la distribution publique de gaz naturel a été négocié avec GrDF afin de se conformer aux obligations du décret n°2008-740 du 28 juillet 2008 relatif au développement de la desserte gazière et aux extensions des réseaux publics de distribution de gaz naturel.

Madame le Maire donne connaissance au Conseil Municipal du contenu de cet avenant et propose de l'autoriser à le signer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'approuver l'avenant n°1 au contrat de concession pour la distribution publique de gaz naturel au périmètre de la commune établi avec GrDF,
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

REGROUPEMENT DE COMMUNES POUR PASSATION D'UN MARCHÉ POUR LES RESTAURANTS SCOLAIRES DE FERRIÈRE-SUR-BEAULIEU ET BEAULIEU-LÈS-LOCHES

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que les écoles de Beaulieu-lès-Loches et de Ferrière-sur-Beaulieu étant en regroupement pédagogique, suivant les niveaux, les élèves se rendent dans l'une ou l'autre des deux écoles. Afin de fournir un service identique au niveau de la restauration scolaire, les deux communes, depuis quelques années, faisaient livrer les repas par la même société.

Aucun appel à la concurrence n'ayant été lancé pour la fourniture des repas scolaires, les élus de chaque commune proposent la constitution d'un groupement de commandes selon l'article 8 du Code des Marchés Publics. La mise en œuvre de ce groupement permettra la fourniture des repas scolaires à prix moindres et ainsi de réaliser des économies de fonctionnement.

A cet effet, il appartient aux deux communes d'établir une convention constitutive définissant les conditions de fonctionnement du groupement, ainsi que la quantité et la durée de leurs besoins propres. Il convient que

chaque membre approuve la convention et désigne le représentant de sa commission d'appel d'offres appelé(s) à siéger au sein de la commission du groupement, qui examinera les offres et désignera l'(es) attributaire(s) du (des) marché(s).

Il est proposé que la commune de Beaulieu-lès-Loches soit le coordonnateur du groupement.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'adhérer au groupement de commandes entre les communes de Ferrière-sur-Beaulieu et Beaulieu-lès-Loches en vue de fournir les repas pour les restaurants scolaires.
- D'accepter que la commune de Beaulieu-lès-Loches soit le coordonnateur de ce groupement de commandes.
- De nommer un représentant de la commission d'appel d'offre et son suppléant.

Après avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité

- Décide d'adhérer au groupement de commandes entre les communes de Ferrière-sur-Beaulieu et Beaulieu-lès-Loches en vue de fournir les repas pour les restaurants scolaires
- accepte que la commune de Beaulieu-lès-Loches soit le coordonnateur de ce groupement de commandes,
- Adopte la convention constitutive qui définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes,
- Précise que la Commission d'Appel d'Offres sera constituée conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics,
- Précise que la procédure de consultation choisie est celle de l'appel d'offres ouvert (art 33 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics),
- Désigne Mme Monique Guéry, titulaire pour représenter la commune à la commission d'appel d'offres du groupement de commandes et Mme Raymonde Véquaud comme suppléante,
- Autorise Mme le Maire à signer ladite convention et tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

ASTER : REMBOURSEMENT D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES ET AVENANT AU CONTRAT RISQUE DÉCÈS DU PERSONNEL

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la société ASTER Assurances a adressé à la mairie un chèque de 2 378,31 € en remboursement des indemnités journalières (dû à un accident de travail) d'un employé communal sur la période suivante : du 15 octobre 2009 au 30 novembre 2009.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter ce remboursement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- décide d'accepter la somme de 2 378,31 € d'ASTER Assurances pour le remboursement des indemnités journalières de l'employé communal.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA ZPPAUP

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 5 mai 2008, il avait été décidé la mise à l'étude de la création de la ZPPAUP.

Par délibération en date du 3 Novembre 2008, le Conseil Municipal avait arrêté le choix de l'architecte chargé de l'étude de la création d'une ZPPAUP, approuvé le montant prévisionnel de l'étude et sollicité des aides financières de l'Etat et des Conseils Régional et Général.

Mme le Maire informe le conseil Municipal que seule la DRAC a répondu favorablement à notre demande d'aide financière et a alloué à la commune une subvention de 23 793 € pour un montant subventionnable de 47 587 € TTC.

La région a demandé à la commune de solliciter le contrat de Pays, géré par le Pays Touraine Coté Sud.

Mme le Maire propose de solliciter le contrat de Pays, géré par le Pays Touraine Coté Sud.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de solliciter le Conseil Régional du Centre via le contrat de Pays de la Touraine Coté Sud
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DESIGNATION	ENTREPRISES	DEPENSES H.T.	DEPENSES T.T.C.	RECETTES T.T.C
Honoraires d'étude		34 000,00 €	40 664,00 €	
Frais de publicité	NR Communication	2 432,00 €	2 908,67 €	
Impression des dossiers	Ent. Lechat	1 247,52 €	1 492,03 €	
Honoraires enquête publique		900,00 €	1 076,40 €	
Plaquettes d'information	La Renaissance Lochoise	1 209,28 €	1 446,30 €	
	DRAC 50%			23 793,70 €
	PAYS 30%			11 936,64 €
	Commune			11 857,06 €
	TOTAL	39 788,80 €	47 587,40 €	47 587,40 €

ADHÉSION A L'ASSOCIATION "PHOTO EN TOURAINE"

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que l'association "Photo en Touraine", dont le siège social est à Luzillé, a pour but, au travers d'expositions et d'animations, de créer ou de renforcer le lien entre les photographes de tous horizons et le public.

Elle organise tous les deux ans un festival "Photofolies en Touraine" où elle invite des photographes de grande expérience venus du monde entier et elle fédère parallèlement des initiatives locales très variées. Le montant de la cotisation à cette association est de 35 €.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'adhérer à cette association.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 1 voix d'abstention et 16 voix pour

- Décide d'adhérer à l'association "Photos en Touraine".
- Autorise Mme le Maire, à signer tous les documents nécessaires à cette adhésion.

DEMANDE DE SUBVENTION DES AMENDES DE POLICE

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la commission de voirie et bâtiments a proposé le réaménagement du parking de la salle de sports et la pose de ralentisseurs rue de Guigné.

La salle de sport existe au fond de l'Impasse des P'tits Rats. Cet équipement est de plus en plus fréquenté par diverses activités: danse, karaté, tennis et cuisine. Un nombre important de véhicules transitent et stationnent sur cette impasse. La commune envisage l'aménagement d'un parking pour permettre une libre circulation et créer des emplacements handicapés. Le montant des travaux s'élève à 9 878.00 TTC

Pour ralentir la circulation rue de Guigné, il est nécessaire et urgent de mettre en place des chicanes, en particulier au niveau de son intersection avec la rue des Crèmes, où un arrêt de bus pour les scolaires est implanté, afin de sécuriser la circulation des piétons et des enfants qui descendent du car et traversent la chaussée. Le montant des travaux s'élève à 12 702.89 € TTC

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de demander une subvention au Conseil Général dans le cadre des Amendes de Police.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de demander auprès du Conseil Général, une subvention dans le cadre des Amendes de Police à hauteur de 50% du montant H.T. des travaux.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

ARTICLE	DESIGNATION	ENTREPRISE	DEPENSES H.T.	DEPENSES T.T.C.	RECETTES
2315	Aménagement parking		8 259,20 €	9 878,00 €	
2315	Salle des sports				
2315	Aménagement rue de Guigné		10 627,00 €	12 709,89 €	
		TOTAL	18 886,20 €	22 587,89 €	
1323	Subvention amendes de police	Département 50%			9 443,10 €
		Commune			13 144,79 €
		TOTAL GENERAL	18 886,20 €	22 587,89 €	22 587,89 €

AVIS SUR LA CRÉATION D'UN DEMI-POSTE SUPPLÉMENTAIRE D'ENSEIGNANT POUR L'IME

Mme le Maire fait part au Conseil Municipal du courrier de Monsieur l'Inspecteur d'Académie en date du 8 février 2010, annonçant l'ouverture d'un demi-poste supplémentaire d'enseignant à l'IME, "Les Althéas", rue Georges Patry.

La commune devant être consultée sur toute mesure de carte scolaire qui la concerne, Mme le Maire demande son avis au Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Donne un avis favorable à la création d'un demi-poste supplémentaire d'enseignant à l'IME, "Les Althéas".
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

CRÉATION D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF DE 1^{ÈRE} CLASSE

M. Yves BANDEVILLE informe le Conseil Municipal que lors de la dernière séance du 9 février 2010, la commission du personnel et des finances a accepté l'avancement de grade d'un agent des services administratifs au grade d'Adjoint Administratif de 1^{ère} Classe.

Afin de pouvoir nommer cet agent, M. BANDEVILLE propose la création d'un poste d'Adjoint Administratif de 1^{ère} Classe et la suppression du poste d'Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} Classe à compter du 1^{er} juillet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Donne un avis favorable à la création d'un poste d'adjoint Administratif de 1^{ère} Classe et à la suppression du poste d'Adjoint Administratif principal de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} juillet.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

ACQUISITION DE LA MAISON, 14 RUE SAINT-ANDRÉ

Mme la Maire explique au Conseil Municipal que la maison 14, rue Saint André est inoccupée depuis de nombreuses années. Sa propriétaire est décédée le 5 mars 1991 et la succession n'a pas été réglée. Différents courriers ont été adressés à M. le Sous-préfet et au Pôle de Gestion des Patrimoines privés depuis juillet 2009.

Ce dernier service, par courrier en date du 10.02.2010 nous informe que l'autorité judiciaire lui a confié la vente de la maison au prix minimum de 3500 €.

Cet immeuble étant fort dégradé, en friche, constitue une verrue paysagère pour la commune, un risque de squat et un danger pour les passants, Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'acheter cet immeuble.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- Décide de faire une proposition d'acquisition de l'immeuble 14 rue Saint André, cadastré AD 208 pour 76 ca au prix de 3500 €.
- Dit que si nécessaire la transaction sera établie par maître ANGLADA et LOUAULT, notaires à Loches, et les frais seront pris en charge par la commune de Beaulieu-lès-Loches.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

RENOUVELLEMENT D'UN CONTRAT UNIQUE D'INSERTION (CUI)

M. Yves Bandeville rappelle au Conseil Municipal qu'il avait été décidé, par délibération en date du 6 Avril 2009, la création d'un poste en Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi (CAE) pour les services techniques. Le poste a été pourvu au 1er mai 2009 pour douze mois et le contrat vient à expiration le 30 avril 2010.

M. Yves Bandeville indique, qu'il est toujours nécessaire de renforcer l'équipe des services techniques, étant donné les rénovations diverses en cours. La Commission du personnel du 9 février 2010 a donné un avis favorable à ce renouvellement.

M. Yves Bandeville propose le renouvellement du contrat CUI (Contrat Unique d'Insertion) des services techniques à compter du 1er mai 2010, pour une durée d'une année, sous réserve d'acceptation de Pôle Emploi.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité

- Décide le renouvellement, à compter du 1er mai 2010, d'un poste en CUI aux services techniques.
- Autorise Mme le Maire à signer les documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.
- Dit que les crédits seront inscrits au budget de la collectivité.

PARTICIPATION AUX CENTRES DE LOISIRS (HORS CENTRE DE LOISIRS DE FERRIERE/BEAULIEU)

Mme la Maire rappelle au Conseil Municipale que la commune verse une subvention de fonctionnement à Familles Rurales, association gestionnaire du Centre de Loisirs Sans Hébergement La Ribambelle, qui accueille les enfants de 3 à 12 ans pendant les vacances scolaires.

Elle rappelle également que :

- pour les jeunes de moins de 12 ans, pendant les périodes de fermeture du Centre de loisirs La Ribambelle
- pour les jeunes de moins de 12 ans, quand la capacité maximale d'accueil de la Ribambelle est atteinte
- pour les jeunes de plus de 12 ans

la fréquentation d'une autre structure est possible.

La commune verse une aide financière aux familles en fonction de leur niveau d'imposition. Elle propose que pour 2010 cette aide soit de: 23 € par semaine et par enfant :

Pour une imposition inférieure à 600 € : 4 semaines par an maximum.

Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 2 semaines par an maximum.

Ces participations seront versées aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande sur présentation de l'avis d'imposition, de la facture du centre de loisirs et d'un relevé d'identité bancaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de moduler son aide financière aux familles Bellilociennes de la façon suivante :
 - Pour les jeunes de moins de 12 ans, pendant les périodes de fermeture de la Ribambelle ou quand sa capacité maximale d'accueil est atteinte, l'aide financière versée aux familles en fonction de leur niveau d'imposition sera de 23,00 € par semaine et par enfant :
 - Pour une imposition inférieure à 600 € : 4 semaines par an maximum.
 - Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 2 semaines par an maximum.
- Pour les jeunes de plus de 12 ans :
L'aide financière versée aux familles en fonction de leur niveau d'imposition sera de 23,00 € par semaine et par enfant :
 - Pour une imposition inférieure à 600 € : 4 semaines par an maximum.
 - Pour une imposition entre 600 € et 1 000 € : 2 semaines par an maximum.
- Ces participations seront versées aux familles de Beaulieu-Lès-Loches qui en feront la demande sur présentation de l'avis d'imposition, de la facture du centre de loisirs et d'un relevé d'identité bancaire et pour les jeunes de moins de 12 ans d'un justificatif du centre de loisirs de Ferrière attestant sa fermeture ou son incapacité à accueillir le jeune.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

- Dit que cette délibération sera adressée pour information aux centres de loisirs de Loches, de Saint-Jean-Saint-Germain et aux Éclaireuses et Éclaireurs de France.

ACHAT DU TERRAIN DE L'ABRI BUS RUE BRULEE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la commune depuis de nombreuses années (environ 1974) louait à une habitante de Beaulieu puis à sa descendance, le terrain de l'abri bus, rue Brûlée. Le loyer annuel était de 137.20 € en 2009. En août 2009, la commune a proposé à sa descendance d'acquérir ce terrain d'une superficie de 46 m², cadastré AC n° 193 pour la somme de 500 €.

Maître Franck LUSSEAU, son notaire, par courrier en date du 10 septembre 2009, fait remarquer que la valeur fiscale de ce terrain est de 2500 €.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'acquérir ce terrain pour la somme de 2500 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité

- D'acquérir la parcelle cadastrée AC 193 d'une superficie de 46 m² sise à Beaulieu-lès-Loches, rue Brûlée pour un montant de 2500 €.
- Dit que la transaction sera établie par maître ANGLADA et LOUAULT, notaires à Loches,
- Dit que les frais seront pris en charge par la commune de Beaulieu-lès-Loches
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

VENTE D'UN LOGEMENT VAL TOURAINE HABITAT 25 RUE DE LA VARENNE

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que la Direction Départementale des Territoires d'Indre et Loire par courrier en date du 27 janvier 2010 nous informe que Val Touraine Habitat, lors de la séance de son conseil d'administration du 22 octobre 2009, a décidé de procéder à la vente du logement 25 rue de la Varenne à la locataire actuelle. Suivant les dispositions de l'article L 443.7 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'avis de la Commune doit être recueilli.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Donne un avis favorable à la vente par Val Touraine Habitat du logement 25 rue de la Varenne à Beaulieu-lès-Loches à la locataire actuelle.
- Autorise Mme la Maire à signer les documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

CHOIX DE L'ARCHITECTE POUR LA BIBLIOTHEQUE ET LA RESTAURATION D'UN LOGEMENT

La commune a décidé de restaurer le bâtiment correspondant à l'ancien logement de la Poste et les bâtiments annexes afin d'y installer une bibliothèque et un logement.

Afin d'accompagner la commune, il est nécessaire de choisir un maître d'œuvre. Des architectes ont été consultés. La commission bâtiment et voirie réunie le 10 mars a examiné les offres reçues. Elle propose de choisir M. Dominique MAES, architecte DPLG.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter la proposition de la commission.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de choisir M. Dominique MAES, architecte DPLG, comme maître d'œuvre.
- Autorise Mme le Maire à signer le contrat afférent et tous les documents nécessaires à la poursuite de cette affaire.

DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT PAR VAL TOURAINE HABITAT (opération Les Razais)

Mme la Maire rappelle que dans le cadre de l'opération Les Razais, il est demandé à la commune de se porter garant des prêts souscrits par Val Touraine Habitat. Cette garantie à hauteur de 35% s'applique sur la totalité de l'emprunt soit 800 400 €. Il est précisé que cette garantie n'entraîne aucun frais pour la commune tant que VTH honore ces remboursements.

Le Conseil Municipal décide de reporter cette décision à la prochaine séance.

INFORMATIONS

Réunions de chantier pour le chemin des écoliers le 18 mars à 15h sur le terrain.

Rencontre avec M. Dominique Leclerc, Sénateur, le 22 mars.

Réunion de la commission des bâtiments, avec Page à Page, Mme Cournarie et le Conseil Général, pour la bibliothèque, le 25 mars à 15h.

Réunion de la commission des Impôts le 29 mars à 15h30.

Réunion de la commission du personnel le 1^{er} avril à 18h.

Le prochain conseil municipal aura lieu le 26 avril.

La séance est close à 22h50